

8^e Forum de Women Political Leaders

Ad hoc

Reykjavik, Islande

9 au 11 novembre 2025

Délégation québécoise

- M^{me} Karine Boivin Roy (Anjou Louis-Riel), adjointe parlementaire de la ministre responsable de la Condition féminine
- Conseillère en relations interparlementaires et internationales


Contexte

Women Political Leaders (WPL) est une organisation internationale indépendante à but non lucratif qui agit comme réseau pour les femmes en politique. Elle comprend plusieurs sous-groupes, plus particulièrement: *Women in Parliaments*, *Women Government Leaders*, *Women Mayors International* et *Women European Leaders*. L'objectif principal de WPL est d'accroître tant le nombre de femmes en politique que leur influence. L'organisation mène diverses initiatives, dont son sommet annuel, le *Reykjavik Global Forum*, coorganisé avec le Parlement et le gouvernement islandais autour du thème « Le pouvoir, ensemble ».

Objectifs et résultats

Diversifier le réseau de contacts de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) en matière de condition féminine et promouvoir le leadership féminin.

- Lancé à Reykjavík en novembre 2018, le *Reykjavík Global Forum* constitue un espace de rencontre où des dirigeantes — présidentes, premières ministres, parlementaires, cheffes d'entreprise, universitaires, représentantes de la société civile, des arts et des médias — ainsi que des alliés masculins échangent des idées et proposent des solutions pour faire progresser l'égalité. L'évènement réunissait des participantes et participants de tous horizons provenant de plus de 80 pays. À cette occasion, la délégation de l'ANQ a pu échanger et tisser des liens avec des représentantes d'Islande, de l'Île-de-Mann, d'Irlande, du Kenya, de Sierra Leone, de Belgique, des États-Unis, d'Ukraine, de Moldavie, du Canada, du Royaume-Uni, et d'ailleurs.
- Les participantes ont rencontré la présidente du Parlement islandais, M^{me} Þórunn Sveinbjarnardóttir, à l'occasion d'une visite guidée de l'Alþingi. Cette dernière a présenté un portrait de l'institution, soulignant notamment que près de 47 % des sièges sont occupés par des femmes, un taux comparable à celui observé au Québec, ainsi que la présence de trois femmes à la tête des partis politiques représentés. La visite s'est conclue par une période de questions-réponses particulièrement enrichissante, au cours de laquelle la présidente fut interrogée sur l'évolution des droits des femmes en Islande, sur les quotas de femmes dans les listes électorales, la législation progressiste et avant-gardiste en Islande, ainsi que sur le rôle de la presse parlementaire face aux enjeux de représentation et d'égalité.
- La délégation québécoise a également rencontré l'ambassadrice du Canada en Islande, M^{me} Jenny Hill, ainsi que le secrétaire général de l'Union interparlementaire (UIP), M. Martin Chungong, qui a rappelé l'importance pour les parlements d'exercer pleinement leurs prérogatives pour lutter contre les injustices en matière d'égalité et de représentation paritaire. Au regard des récentes tendances relevées par l'UIP, ce dernier a souligné que l'adoption de lois constitue une étape essentielle, mais que leur mise en œuvre effective et rigoureuse est tout aussi cruciale.




Favoriser la diffusion des bonnes pratiques de l'ANQ en matière de condition féminine et mettre en valeur ses programmes et son action sur la scène internationale

- Les membres de la délégation ont fait la promotion des programmes de coopération de l'Assemblée nationale, notamment l'Atelier de leadership pour femmes parlementaires francophones, dont la 8^e édition avait lieu quelques jours plus tôt à Paris. Elles ont également présenté les initiatives de l'ANQ visant à faire découvrir le rôle de députée aux jeunes générations, notamment le Programme de jumelage entre jeunes femmes et femmes parlementaires, le camp de jour citoyen et l'accueil des étudiantes du parcours Les Ambitieuses.
- Tout au long du forum, la délégation a pu exposer à ses homologues diverses mesures et initiatives mises de l'avant à l'ANQ favorisant l'égalité entre les femmes et les hommes. La création de structures telles que le Cercle des femmes parlementaires, la halte-garderie *Le Conseil des petits trésors*, ainsi que la réalisation du documentaire *Équilibre* — qui met en lumière les défis de conciliation entre vie politique et vie familiale — ont d'ailleurs suscité un vif intérêt.

Renforcer les connaissances et compétences sur les thématiques abordées lors du Forum.

- Le *Reykjavik Global Forum* s'articule autour de quatre priorités : la parité dans la représentation politique, l'égalité salariale, l'élimination de la violence fondée sur le genre et l'équité dans les congés parentaux. L'ensemble des activités, panels, ateliers et discussions ont permis d'analyser les défis persistants en matière d'égalité et d'identifier des pistes d'action et de solution.
- Le programme a débuté par une classe de maître animée par M^{me} Katrín Jakobsdóttir, première ministre de l'Islande de 2017 à 2024, et fut consacrée aux bonnes pratiques et aux leçons tirées de l'expérience islandaise. L'ex première ministre a rappelé que l'égalité de genre ne peut être atteinte par des initiatives individuelles isolées, mais requiert plutôt des réformes systémiques et des politiques publiques ambitieuses. L'exemple islandais illustre cette approche à travers l'accès universel aux services de garde, des congés parentaux partagés instaurés dès les années 2000 (six mois pour chaque parent, dont six semaines transférables), l'obligation juridique pour les entreprises de plus de cinquante employés de certifier l'équité salariale, la reconnaissance des violences numériques et domestiques au code criminel, la légalisation de l'avortement jusqu'à la vingt-deuxième semaine de grossesse en 2019, pour ne nommer que celles-ci. Ces réformes ont été présentées comme des leviers essentiels pour promouvoir un progrès en matière d'égalité durable en Islande.

- 
- Les données 2024-2025 de l'indice de Reykjavik, qui mesure la perception de la population envers les femmes en position de leadership, ont été présentées. Cette année, avec un score moyen de 68, le G7 enregistre son niveau le plus bas depuis 2018, révélant un recul global du soutien à l'égalité hommes-femmes en matière de leadership, particulièrement marqué chez les jeunes générations. Les données présentées révèlent aussi que les perceptions restent genrées et stéréotypées selon les secteurs, les hommes étant jugés moins adaptés au leadership dans le secteur de la petite enfance, tandis que les femmes continuent de faire face à des obstacles dans les domaines comme la défense, l'ingénierie et l'aérospatial. Bien que son score ait diminué cette année, l'Islande demeure un modèle avec le niveau le plus élevé, tandis que des pays africains comme le Kenya et le Nigeria affichent des progrès encourageants en matière de soutien à l'égalité.
 - Parmi les thématiques abordées, la question du mentorat et du financement a occupé une place importante dans les discussions. Les panélistes ont relevé que, dans les milieux des affaires et des finances, les femmes bénéficient souvent d'un accompagnement abondant (« sur-mentorées ») mais demeurent insuffisamment soutenues par des sponsors, ce qui limite leur accès aux opportunités stratégiques. L'importance des modèles féminins et du mentorat a été soulignée, de même que la nécessité pour les entreprises d'adopter des politiques corporatives allant au-delà des exigences légales, notamment en matière de transparence et d'équité salariale. Des pistes de solution liées à la gouvernance comme l'accroissement de la présence des femmes dans les conseils d'administration ont également été mises de l'avant. Les études citées démontrent d'ailleurs que la participation des femmes favorise une meilleure performance des instances décisionnelles, grâce à des profils de risques différents, une préparation plus rigoureuse et une réduction du favoritisme.
 - Sur le plan de la santé, les expertes invitées ont souligné que l'élargissement de l'accès aux soins médicaux et aux services de garde pour enfants renforçait la prospérité économique, la stabilité sociale, la sécurité et la vitalité démocratique. Nombreuses ont confirmé le rôle central des politiques de santé comme leviers d'ascension sociale. Des parlementaires ont illustré cette approche par des initiatives concrètes menées à New York, telles que l'adoption en 2023 de la loi-bouclier (*shield law*), qui protège l'accès à l'avortement et garantit aux professionnels de santé une immunité contre les poursuites engagées depuis d'autres États. En 2025, de nouvelles dispositions ont également été adoptées en matière de préservation de la fertilité, obligeant les compagnies d'assurance à couvrir la congélation et le stockage des ovocytes, dans le but de réduire les discriminations et les inégalités d'accès aux services de fertilité.

- Parmi les tendances et risques émergents, plusieurs intervenants ont souligné l'isolement affectif auquel sont confrontés de nombreux jeunes hommes. Ils ont notamment cité une étude menée par l'*Anti-Bullying Centre* de la *Dublin City University*, qui met en lumière le rôle des algorithmes de recommandation dans la diffusion de contenus extrêmes. Un chiffre marquant en témoigne: en moins de 23 minutes de navigation sur des plateformes comme YouTube ou TikTok, un jeune homme recherchant des informations pratiques peut déjà être exposé à des contenus violents, haineux, misogynes ou masculinistes. Les experts insistent sur la nécessité de mobiliser des alliés masculins afin de sensibiliser les jeunes et de contrer cette dynamique d'isolement, de solitude et de méfiance.
- Enfin, l'organisation a souligné le 50^e anniversaire de la grève historiques des femmes islandaises de 1975, également connue sous le nom de «*Kvennafrí*» ou *Women's Day Off*. Le 24 octobre 1975, environ 90% des femmes islandaises ont cessé de travailler afin de protester contre l'inégalité entre les sexes, les écarts de salaire et les pratiques discriminatoires. La grève a paralysé le pays, entraînant des changements sociétaux majeurs en Islande. Cette commémoration a été soulignée de diverses façons pendant le programme, dont la projection du film-documentaire inspirant *The Day Iceland Stood Still*.

Statistiques



Suivi

Le comité exécutif de WPL effectue un suivi sur les acquis de cette conférence, notamment sur les actions à entreprendre en lien avec les quatre priorités établies.

Dépenses

Karine Boivin Roy (Anjou Louis-Riel), adjointe parlementaire de la ministre responsable de la Condition féminine

| | |
|-------------|-------------|
| Transport | 2 195,62 \$ |
| Repas | 1 223,73 \$ |
| Hébergement | 1 454,72 \$ |
| Divers | 406,72 \$ |
| Sous-total | 5 280,79 \$ |

Conseillère en relations interparlementaires et internationales

| | |
|-------------|-------------|
| Transport | 2 775,28 \$ |
| Repas | 1 252,78 \$ |
| Hébergement | 1 273,88 \$ |
| Divers | 406,72 \$ |
| Sous-total | 5 708,66 \$ |

Sous-totaux globaux

| | |
|-------------|-----------|
| Transport | 4 971 \$ |
| Repas | 2 476 \$ |
| Hébergement | 2 729 \$ |
| Divers | 813 \$ |
| TOTAL | 10 989 \$ |